

MARCHÉ DE

**Réalisation de prestations de stockage déporté, manutention
et destruction pour des marchandises sous mesures
conservatoires, abandonnées ou confisquées (Normandie)**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES
en forme d'accord-cadre à bons de commande**

*Réf. publication: **DIDDI76_STD***

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le présent document est commun à tous les lots

CCAG applicable : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le « MOIS ZÉRO » est octobre 2025

Pouvoir adjudicateur :
Direction interrégionale des douanes
et droits indirects de Normandie
13 avenue du Mont Riboudet
76000 Rouen

Table des matières

1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 – Contexte général.....	4
1.2 Objet de l'accord-cadre et allotissement.....	4
1.3 – Durée de l'accord-cadre.....	4
1.4 – Prestations similaires.....	5
1.5 – Type d'accord-cadre.....	5
1.5.1 pour le stockage (lots 1 à 3).....	5
1.5.2 pour la destruction (lots 4 à 6).....	5
1.6 – Modalités de passation des commandes.....	6
1.6.1 pour le stockage (lot 1 à 3).....	6
1.6.2 pour la destruction (lot 4 à 6).....	6
1.7 – Clause de non-exclusivité.....	7
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
2.1 Pièces.....	7
2.2 Règles d'interprétation du Contrat.....	8
3. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
3.1 – Forme des notifications et informations.....	8
3.2– Représentation du titulaire.....	8
3.3– Obligation générale de conseil.....	9
3-4 – Clause environnementale.....	9
3-5 - Clause sociale.....	9
4. CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ.....	10
5. DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	10
5.1 – Délais de base.....	10
5.2 – Prolongation des délais.....	10
6. GARANTIES.....	10
7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
7.2 - Variations dans les prix.....	11
7.3 - T.V.A.....	12
7.4 - Prix nouveaux.....	12
7.5- Modalités de facturation.....	12
8. AVANCE.....	12
8.1. Conditions de versement et de remboursement.....	12
8.2. Garanties financières de l'avance.....	13
9. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiements.....	13
9.3 - Mode de règlement.....	14
10. PÉNALITÉS.....	14
10.1 - Pénalités pour non-respect des délais d'exécution.....	15
10.2 - Pénalités en cas de détérioration des biens stockés.....	15
10.3 - Pénalité pour non-respect de la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé.....	15
10.4 - Pénalité pour non-respect de la communication de l'attestation sur l'honneur imposée par la clause sociale.....	15
11. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION.....	15
12. SOUS-TRAITANCE.....	15
13. ASSURANCES.....	16
14. CAS DE MODIFICATION AFFECTANT LE TITULAIRE.....	16

15. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	16
15.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
15.2 - Régularité de la situation administrative du titulaire.....	17
15.3 - Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	17
15.4 - Résiliation pour faute du titulaire.....	17
15.5 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	18
16. RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS.....	18
17. ÉVALUATION DU FOURNISSEUR.....	19
18. DROIT ET LANGUE.....	19
18. DÉROGATIONS AU C.C.A.G.....	20

Il est complété des annexes suivantes :

Annexe 1	Modèle d'acte de séquestre valant lettre de commande
Annexe 2	Présentation du label « relations fournisseurs et achats responsables »
Annexe 3	Grille d'évaluation du fournisseur

1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – Contexte général

Dans le cadre de ses missions de contrôle des flux de marchandises, la douane est souvent amenée à prononcer des mesures conservatoires afin d'immobiliser des marchandises en cours de contrôle ou à l'occasion de procédures contentieuses ou juridiques.

Ces mesures conservatoires peuvent se faire sous la responsabilité de l'administration des douanes qui assure alors le stockage des marchandises. Compte tenu de la volumétrie de ces stockages, la direction interrégionale des douanes de Normandie est contrainte de recourir régulièrement à des prestations de stockage déporté. Ces mesures conservatoires sont par définition temporaires et réalisées sur la base des pouvoirs spécifiques dévolues à l'administration des douanes par le code des douanes ou le livre des procédures fiscales.

A l'issue de la mesure conservatoire, les marchandises peuvent être abandonnées ou confisquées et maintenues sur le lieu de stockage dans l'attente de leur destination finale : restitution, vente ou destruction.

1.2 Objet de l'accord-cadre et allotissement

Le présent marché a donc pour objet la mise à disposition de solutions de stockage adaptées aux besoins spécifiques de la direction des douanes de Normandie, ainsi que la gestion logistique associée et la destruction éventuelle. Ce marché est structuré en six lots distincts.

Les prestations couvrent la location d'espaces de stockage, le suivi des mouvements de marchandises, ainsi que les prestations annexes.

- Lot 1 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur du port du Havre.
- Lot 2 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur de Caen.
- Lot 3 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur de Cherbourg.

Chaque lot de 1 à 3 comprend des services associés au stockage notamment la gestion logistique qui comprend la collecte, la manutention, le transport, l'inventaire, le rangement, le filmage des palettes la gestion et le suivi des stocks ainsi que d'autres services supplémentaires afin de garantir une gestion optimisée des marchandises tout en assurant leur protection et leur accessibilité à tout moment.

En sortie de stockage, un nombre conséquent de marchandises fait l'objet d'une destruction. Le présent marché englobe donc ce besoin sur les principaux sites concernés.

- Lot 4 : Prestation de destruction de marchandises et services associés sur le secteur du port du Havre.
- Lot 5 : Prestation de destruction de marchandises et services associés sur le secteur de Caen.
- Lot 6 : Prestation de destruction de marchandises et services associés sur le secteur de Rouen.

La définition de la notion de secteur, retenue spécifiquement pour ce marché, est décrite dans le cadre du Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre.

1.3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de trente-six mois (36) à compter de sa date de notification.

Il est reconductible de manière tacite une (1) fois par période supplémentaire d'un (1) an, soit une durée maximale de 48 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction, conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il doit se prononcer par écrit au plus tard 2 mois avant la date de fin de la période ferme.

1.4 – Prestations similaires

Chaque lot du présent accord-cadre peut faire l'objet d'un marché similaire dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, afin de couvrir les prestations du présent accord-cadre.

1.5 – Type d'accord-cadre

1.5.1 pour le stockage (lots 1 à 3)

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à bons de commandes, passés en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, dont l'exécution se fera au fur et à mesure par l'émission de lettres de commande dans les limites suivantes :

- Lot 1 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur du port du Havre :

Montant minimum annuel : 30 000 €HT par an soit 120 000 €HT sur 4 ans

Montant maximum annuel : 150 000 € HT par an, soit 600 000 € HT sur 4 ans

- Lot 2 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur de Caen :

Montant minimum annuel : Sans minimum

Montant maximum annuel : 25 0000 € HT par an, soit 100 000€ HT sur 4 ans

- Lot 3 : Prestation de stockage déporté et services associés sur le secteur de Cherbourg :

Montant minimum annuel : Sans minimum

Montant maximum annuel : 8 000 € HT par an, soit 32 000 € HT sur 4 ans

Chaque lot fera l'objet d'un bon de commande estimatif des besoins sur la durée ferme du marché. Ce bon de commande fera l'objet de modification au fur et à mesure de l'établissement des actes de séquestres valant lettre de commande (cf. point 1.6.1 infra et annexe 1 au présent C.C.A.P.).

1.5.2 pour la destruction (lots 4 à 6)

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à bons de commandes, passés en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, dont l'exécution se fera au fur et à mesure par l'émission de bons de commande dans les limites suivantes :

- Lot 4 : Prestation de destruction sur le secteur du port du Havre :

Montant minimum annuel : Sans minimum

Montant maximum annuel : 75 000 € HT par an, soit 300 000 € HT sur 4 ans

- Lot 5 : Prestation de destruction sur le secteur de Caen :

Montant minimum annuel : Sans minimum

Montant maximum annuel : 30 0000 € HT par an, soit 120 000€ HT sur 4 ans

- Lot 6 : Prestation de destruction sur le secteur de Rouen :

Montant minimum annuel : Sans minimum

Montant maximum annuel : 15 000 € HT par an, soit 60 000 € HT sur 4 ans

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.6 – Modalités de passation des commandes

1.6.1 pour le stockage (lot 1 à 3)

La prestation de stockage fait l'objet d'un bon de commande initial pour la durée ferme du marché et basé sur les marchandises en cours de stockage déporté au moment de l'attribution du marché et qui feront l'objet d'un transfert sur le site de stockage du titulaire. Ce bon de commande sera adressé par mail au titulaire et devra mentionner :

- ◆ le nom du pouvoir adjudicateur ;
- ◆ la référence de l'accord-cadre ;
- ◆ la date et la référence de l'acte de séquestre;
- ◆ le SIRET du comptable assignataire ;
- ◆ le code service ;
- ◆ le numéro d'engagement juridique ;
- ◆ la liste des prestations commandées et notamment la durée estimée de stockage ;
- ◆ le prix unitaire H.T. de chaque prestation commandée ;
- ◆ le prix unitaire T.T.C. de chaque prestation commandée.

Ce bon de commande initial sera ensuite modifié par les lettres de commande du service.

Chaque nouveau stockage débutera dès la lettre de commande qui prendra la forme d'un acte de séquestre cosigné entre le titulaire et un représentant de l'administration des douanes.

Toute commande faite dans d'autres conditions n'engage pas le pouvoir adjudicateur.

La levée de l'acte de séquestre mettra fin au stockage et permettra d'établir la durée réelle de celui-ci. Cette levée de la mesure de stockage provisoire permettra un ajustement du bon de commande sur la base de la durée réelle sans qu'il soit besoin d'établir un nouveau bon de commande ou un bon de commande modificatif.

Le titulaire établira mensuellement sa facture sur la base du stockage réel du mois échu.

Les modalités de bon de commande en fin de marché sont fixées au C.C.T.P.

1.6.2 pour la destruction (lot 4 à 6)

Le pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire un bon de commande avec un tonnage estimé de marchandises à détruire.

Ce bon de commande sera transmis par courriel et comportera les mentions suivantes :

- ◆ le nom du pouvoir adjudicateur ;
- ◆ la référence de l'accord-cadre ;
- ◆ la date et le numéro du bon de commande ;
- ◆ la nature et la description des prestations à réaliser avec une quantité estimée de marchandises à détruire;
- ◆ le SIRET du comptable assignataire ;
- ◆ le code service ;
- ◆ le numéro d'engagement juridique ;

- ◆ le prix unitaire H.T. de chaque prestation commandée ;
- ◆ le prix unitaire T.T.C. de chaque prestation commandée.

A l'issue de la destruction, la pesée réelle de la destruction permettra un ajustement du bon de commande sur la base du tonnage réellement détruit sans qu'il soit besoin d'établir un nouveau bon de commande ou un bon de commande modificatif.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre. Ils pourront donner lieu à une exécution au-delà de cette date, dans la limite maximale de trois mois à compter de celle-ci.

Toute commande faite dans d'autres conditions n'engage pas le pouvoir adjudicateur.

1.7 – Clause de non-exclusivité

Il est précisé que la direction des douanes de Normandie se réserve la possibilité de s'adresser à un autre prestataire que le titulaire du marché sous réserve que le montant cumulé des achats ainsi effectués soit inférieur à 10% par an du montant annuel du marché (correspondant au montant global des prestations réalisées en année 1 du contrat ; au cours de la première année, le seuil de 10 % s'apprécie au regard du montant du premier mois multiplié par 12).

Étant précisé que le recours à un autre prestataire dans l'hypothèse d'une incapacité du titulaire du présent marché à respecter les délais ne sera pas pris en compte dans l'appréciation de ce seuil de 10%. De même, cette limite de 10 % ne s'applique pas dans les cas suivants :

- En cas de carence avérée ou de défaillance du titulaire dans l'exécution d'une prestation (ex : non-respect des délais, indisponibilité, refus de commande),
- En cas de force majeure ou situation d'urgence nécessitant une intervention immédiate,
- En cas de spécificité exceptionnelle de la prestation ne pouvant être exécutée dans les conditions prévues au présent accord-cadre.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S. les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité.

2.1 Pièces

- l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre (AE) et ses annexes (le cas échéant) propre à chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) communs à tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ci-après CCAG-F.C.S) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes communs à tous les lots ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- Le Mémoire technique détaillant les éléments renseignés dans le cadre de réponse du lot concerné ;
- Les bons de commande à venir ;
- Les actes modificatifs éventuels ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance.

Les documents généraux, les normes et réglementations sont réputés connus du titulaire. Le Titulaire ne pourra se prévaloir, d'une quelconque ignorance des lois, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans l'exécution du présent accord-cadre et d'une manière générale, de tout texte ou toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

2.2 Règles d'interprétation du Contrat

L'ordre de priorité des pièces indiqué ci-dessus implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction susceptible de donner lieu à une interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Cette disposition, consécutive à l'ordre de priorité des pièces de l'accord-cadre, est d'application générale sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît comme la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- Lorsqu'une indication dans la pièce non prioritaire aboutit à une prestation supérieure,
- En cas d'accord intervenu entre la direction des douanes de Normandie et le titulaire.

Les titres et sous-titres dans le marché ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du marché.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

3. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur la date de l'accord-cadre) et à l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

3.1 – Forme des notifications et informations

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- Soit par échanges dématérialisés et notamment par l'envoi de courrier électronique. En soumissionnant au présent marché, le titulaire est réputé accepter, sans condition, ce moyen de communication.
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

3.2– Représentation du titulaire

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par le titulaire et des coordonnées afférentes, les notifications et divers envois et contacts se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement, jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu. Cela vaut pour tout changement d'adresse et de coordonnées pendant la durée du marché.

3.3– Obligation générale de conseil

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent marché public, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis, et de conseil vis-à-vis de l'acheteur.

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire s'engage à informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations, objet du marché, et de ses modalités d'exécution. En vertu de son obligation de conseil, le Titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du service bénéficiaire.

3-4 – Clause environnementale

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS concernant les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure de le justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

3.4.1 Gestion des déchets

Le titulaire assure le tri des déchets générés par la prestation, en conformité avec les filières de recyclage. Dans la mesure du possible, le titulaire propose des solutions de réemploi des déchets.

Il assure par ailleurs une destruction sécurisée et écologique des documents et matériels obsolètes.

3.4.2 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

3-5 - Clause sociale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire produira annuellement, au plus tard à la date anniversaire de la notification de l'acte d'engagement, une attestation sur l'honneur indiquant :

- qu'il n'a pas fait l'objet de condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire au titre de l'article L.1146-1 du code du travail relatif aux condamnations pénales pour infraction aux règles d'égalité homme-femme ;

- qu'il est en règle avec l'obligation de négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération, et la qualité de vie et des conditions de travail, prévue à l'article L.2242-2° du code du travail ou qu'il n'est pas soumis à cette obligation.

4. CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-F.C.S et notamment des articles 5.1.1 à 5.1.3 repris ci-après dans leur version à la date de publication du présent accord-cadre :

« 5.1.1. Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

5.1.2. Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

5.1.3. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. »

5. DÉLAIS D'EXÉCUTION

5.1 – Délais de base

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-F.C.S, « le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente ».

Concernant les lots 1 à 3, l'exécution de la prestation s'entend de la durée du stockage depuis l'acte de séquestre valant lettre de commande jusqu'à la levée de séquestre valant admission de la prestation de stockage. Les délais relatifs à la prise en charge des marchandises sont fixés à l'article 2.1.3 du C.C.T.P.

Concernant les lots 4 à 6, l'exécution de la prestation s'entend de la notification du bon de commande jusqu'à la destruction effective des marchandises ouvrant la procédure d'admission de la prestation prévue au présent CCAP. Les délais relatifs à la destruction des marchandises sont fixés à l'article 2.2.3 du C.C.T.P.

5.2 – Prolongation des délais

En dehors des demandes express de prolongation de la part de l'acheteur, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G-F.C.S.

6. GARANTIES

Par dérogation à l'article 33 du CCAG F.C.S, il n'est pas prévu de garantie au-delà de la date d'admission des prestations du présent accord-cadre.

7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord-cadre est traité sur la base de prix unitaires tels que figurant au Bordereau des Prix Unitaires. Les prix des bons de commande seront déterminés par application des prix du BPU aux quantités commandées.

Il est fait application de l'article 10.1 du CCAG-F.C.S. Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au contrat. Par conséquent, le Titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-F.C.S, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2 - Variations dans les prix

Conformément aux articles R. 2112-8 et R. 2112-13 du code de la commande publique, les prix de l'accord-cadre sont définitifs et révisibles.

a) Périodicité de mise en oeuvre de la révision

Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet de l'accord-cadre, soit la date anniversaire de notification du contrat. Les prix de la première année d'exécution sont fermes.

b) Date d'établissement du prix initial

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro ».

c) Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. La révision est effectuée par application aux prix d'un coefficient calculé avec la formule suivante :

$$P_n = P_o [0,2 + 0,8 (Ind1/Ind0)]$$

P_n = prix révisé à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre

P_o = prix d'origine à la date de notification de l'accord-cadre

$Ind1$ = dernier indice mensuel connu à la date anniversaire du contrat

$Ind0$ = indice de référence publié ou à publier à la date d'établissement du prix initial.

Indice de référence :

Pour les lots 1 à 3 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52 – Entreposage et services auxiliaires des transports -Base 2021- données trimestrielles brutes - Identifiant INSEE 010766367 ;

Pour les lots 4 à 6 : indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant INSEE 010766350

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision. Le coefficient de révision des prix sera arrondi au millième supérieur.

Le mois " n " retenu pour chaque révision est le mois au cours duquel commence la nouvelle période annuelle d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période. La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur définitive d'index 3 mois avant le mois « n ».

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue lors de la mise en paiement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la dernière valeur définitive de l'indice. Le pouvoir adjudicateur procède à une régularisation dès que les indices définitifs sont connus.

Le pouvoir adjudicateur procède automatiquement au calcul de la révision sur la base des prix initiaux sans qu'il soit nécessaire au titulaire de demander la révision des prix ou/et de l'intégrer dans ses factures. Pour ce faire, le titulaire du marché fait apparaître sur sa facture le prix en vigueur au mois Mo.

Lors de la mise en œuvre de la clause de révision, le coefficient annuel de révision des prix sera calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième supérieur.

➤ Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision :

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un acte modificatif. Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus au présent article.

7.3 - T.V.A

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

7.4 - Prix nouveaux

En cours d'exécution, le titulaire pourra proposer des prestations non reprises au bordereau des prix unitaires afin de répondre aux demandes du pouvoir adjudicateur.

Si les prix proposés sous forme de devis par le titulaire sont acceptés par la douane, cette dernière établit un bon de commande conforme au devis. Les prix du devis sont alors intégrés comme des prix nouveaux dans le bordereau des prix unitaire.

Les prix nouveaux ne pourront pas représenter plus de 10 % du montant maximal annuel du lot.

7.5- Modalités de facturation

Pour les lots 1 à 3, la facturation devra reprendre les références du B.P.U. en précisant l'état des stocks au moment de la facturation (1 facture par mois). Les mouvements dans le mois (entrée ou sortie) sont pris en compte dans la facture suivante.

Pour les lots 4 à 6, la facturation est réalisée pour chaque bon de commande et devra reprendre les références du B.P.U. Le montant pourra différer du bon de commande sur présentation du bon de pesée.

8. AVANCE

8.1. Conditions de versement et de remboursement

Conformément aux articles R. 2191-3, R.2191-15 et R.2191-17 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement. L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution excède 2 mois.

En tout état de cause, il sera fait application des dispositions relatives à l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S. et plus particulièrement de, l'option B prévoyant ainsi un taux d'avance de 10,00 % du montant de chaque bon de commande concerné, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant TTC du bon de commande concerné.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...)

que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-10, R. 2193-18, R. 2193-19, R. 2193-20 et R. 2193-21 du code de la commande publique.

8.2. Garanties financières de l'avance

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-F.C.S. conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique.

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif, conformément à l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiements

Seules les prestations réalisées relatives à chaque bon de commande pourront faire l'objet d'une facturation.

Conformément à l'article L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures seront adressées via le portail Chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies comme suit. Par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S, les factures devront comporter les éléments suivants:

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- l'intitulé et la date de l'accord-cadre, la date et/ou le numéro du bon de commande ;
- **Les références du B.P.U.**;
- le service émetteur du bon de commande ;
- le taux et le montant de la T.V.A.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce. Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code de commerce, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

En cas de cotraitance : La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant transmet via CHORUS au titulaire sa facture, qui est validée et transmise par ce dernier via CHORUS au pouvoir adjudicateur. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration d'un délai de 15 jours, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

L'envoi des factures via le portail nécessite :

- Le numéro de SIRET identifiant l'Etat : **110 002 011 00044**
- le code service de la trésorerie générale des douanes : **FAC7540075**
- Le numéro d'engagement juridique apparaissant sur le bon de commande, commençant par 14 sur 10 chiffres. Ce numéro doit obligatoirement être renseigné dans le champ « engagement juridique ».

Les factures dont le SIRET ne correspond pas à un titulaire du marché ou qui ne mentionnent pas de numéro d'engagement ou les références bancaires sont systématiquement rejetées retardant ainsi leur traitement.

Une documentation est disponible à l'adresse suivante <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/>

L'envoi d'une facture électronique ne doit pas faire l'objet d'une copie par voie papier.

En cas de modification de ses coordonnées bancaires, le titulaire en informera l'ordonnateur et transmettra une attestation de changement des coordonnées bancaires ainsi qu'un nouveau RIB.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

9.3 - Mode de règlement

L'accord-cadre est financé par le budget de l'État.

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de commande publique et à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de trente (30) jours à compter de la plus tardive de ces dates :

- de la date de réception par la personne habilitée ou le service désigné par le service bénéficiaire de la demande de paiement en bonne et due forme ;
- la date d'exécution effective des prestations.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par la personne habilitée du service bénéficiaire. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire (créancier) d'apporter la preuve de cette date.

Le délai de paiement peut être suspendu dans les conditions définies aux articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non respect du délai de règlement est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux marginal de la BCE) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé par décret à quarante euros (40,00€) (voir article D2192-35 du Code de la Commande publique).

10. PÉNALITÉS

Si le titulaire ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfections de prix consécutives aux opérations de réception.

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant, par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S. Elles sont nettes de T.V.A.

10.1 - Pénalités pour non-respect des délais d'exécution

Pour les lots 1 à 3, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-F.C.S, en cas de non-respect des délais d'exécution prescrits dans les cahiers des charges applicables au présent marché, le titulaire peut encourir une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour calendaire de retard.

10.2 - Pénalités en cas de détérioration des biens stockés

En cas de destruction sans l'accord du Pouvoir adjudicateur ou de détérioration des biens confiés au Titulaire constatées en cours d'exécution du marché ou lors de la restitution des biens en fin de marché, il pourra être appliqué au titulaire une pénalité forfaitaire de :

- 500€ par unité de stockage (ballot, palette, tonne,...) perdue ou détruite, en cas de perte ou destruction accidentelle d'une marchandise prohibée ou destinée à la destruction ;
- du montant de la remise en état à dire d'expert ou de la valeur totale de la marchandise stockée actée sur l'acte de séquestre si la remise en état n'est pas possible, en cas de perte, destruction ou détérioration accidentelle d'une marchandise à restituer.

10.3 - Pénalité pour non-respect de la communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 50€ est appliquée par jour de retard.

10.4 - Pénalité pour non-respect de la communication de l'attestation sur l'honneur imposée par la clause sociale

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 50€ est appliquée par jour de retard.

10.4 - Modalités de facturation des pénalités

En cas d'application d'une des pénalités visées au présent article, la pénalité fera l'objet d'une application d'office par le pouvoir adjudicateur par l'émission d'un titre de recette et d'une perception prioritairement par précompte sur les demandes de paiement suivantes.

Dans le cas où l'accord-cadre est résilié dans les conditions définies à l'article 15 du présent C.C.A.P, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

11. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérifications et d'admissions s'effectueront dans les conditions prévues aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG-F.C.S.

Le contrôle est effectué par un référent technique des services déconcentrés de l'État. Le prestataire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

12. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la personne responsable de l'accord-cadre.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la Commande Publique et du C.C.A.G.-F.C.S.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (Article 39 du C.C.A.G.-F.C.S.).

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire ATTRI2 complété ainsi que l'ensemble des pièces requises. Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'Économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>

La présentation du sous-traitant peut intervenir en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, le formulaire DC4 est complété et transmis au pouvoir adjudicateur accompagné de l'ensemble des pièces requises.

Ce formulaire est téléchargeable, gratuitement, sur le site de la Direction des Affaires Juridiques du ministère de l'Économie grâce au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces actes mentionnent : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

13. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14. CAS DE MODIFICATION AFFECTANT LE TITULAIRE

En cas de modification de raison ou de dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais par écrit mentionnant ce changement. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la production de tout autre document ou justificatif. En cas de modification de compte à créditer, le titulaire transmettra dans les plus brefs délais un nouveau RIB.

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire doit en informer la Douane dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la production de tout autre document ou justificatif.

La cession du marché, si elle est acceptée par le pouvoir adjudicateur, fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

15. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du chapitre 7 du C.C.A.G-F.C.S. relatives à la résiliation de l'accord-cadre sont applicables.

15.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, pour motif d'intérêt général, de résilier l'accord-cadre.

Par ailleurs, il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant total des commandes engagé sur la durée du marché hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,00%.

15.2 - Régularité de la situation administrative du titulaire

En cas d'irrégularité de la situation administrative du titulaire, il sera fait application de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S. avec les précisions suivantes :

- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S, le titulaire ou le cotraitant disposent de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution de l'accord-cadre, l'accord-cadre sera résilié sans mise en demeure à leur frais et risques,

- En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

15.3 - Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Conformément à l'article 131 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « Loi Asap ») :

Les entreprises qui bénéficient d'un plan de redressement instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, admises à la procédure de redressement judiciaire ou qui justifient avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché, ne peuvent se voir imposer la résiliation, pour ce motif, des marchés et des contrats de concessions lorsqu'elles bénéficient d'un plan de redressement.

En cas de redressement judiciaire, l'accord cadre est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord cadre est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15.4 - Résiliation pour faute du titulaire

L'État peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans l'ensemble des cas exposés à l'article 41 du CCAG-F.C.S et notamment dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires ;
- b) Le titulaire contrevient aux obligations contractuelles ;
- c) Postérieurement à la signature de l'accord cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre s'avèrent inexacts ;
- d) Lorsque des modifications relatives à des changements de personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, de forme, de raison sociale ou de dénomination, d'adresse ou de siège social, de capital social de l'entreprise, et généralement toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise, étant de nature à compromettre l'exécution de l'accord-cadre ou à remettre en cause les capacités du titulaire.

15.5 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de retard, désordre ou non exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers, aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut-être prononcée indépendamment de la résiliation totale ou partielle du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut-être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui lui sont extérieures et s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

L'administration signale au titulaire défaillant la notification du nouveau marché de substitution pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques et périls en vue de sauvegarder ses intérêts.

16. RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution. Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : pli-rouen@douane.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique. Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le présent marché est soumis au droit français et les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

En cas de litige relatif à l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de ROUEN est territorialement compétent.

17. ÉVALUATION DU FOURNISSEUR

Les prestations objets du marché ou du bon de commande font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

18. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18. DÉROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G-F.C.S, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G-F.C.S.

L'article 6 déroge à l'article 33 du CCAG F.C.S

L'article 9.2 déroge à l'article 11.3 C.C.A.G-F.C.S.

L'article 10 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G-F.C.S.

L'article 15.2 déroge à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S.